Vendredi

27 septembre 1996 n° 295 10 F L'HEBDOMADAIRE DES SOCIALISTES

Vers la parité

Historique ce Conseil national du samedi 21 septembre ? La suite nous le dira.
Décisif et de grande signification, il l'est, à coup sûr, pour toutes celles et ceux qui ont été, de près ou de loin, engagés dans le combat pour une meilleure représentation des femmes dans la vie de notre parti.
165 circonscriptions ont été réservées pour des femmes, soit les 30 % que nous nous étions fixés lors de la Convention nationale sur "les acteurs de la démocratie".
Mais, au-delà de cette avancée interne qui montre que la volonté politique peut vaincre les inerties les plus lourdes, nous pouvons être fiers d'être le premier grand parti français à avoir inscrit dans ses textes lors de notre Convention, l'objectif constitutionnel de la parité entre hommes et femmes et d'avoir ensuite mis en œuvre concrètement pour les prochaines législatives l'objectif que nous nous étions fixé.
Dans le même temps, à droite, après le "charter des jupettes" en automne 1995, la mansuétude vis-à-vis des attaques anti-IVG, l'allocation parentale véritable salaire maternel, les bonnes intentions de certain(e)s dirigeant(e)s ne rencontrent aucun écho, mais réveillent plutôt, comme ce fut le cas lors des journées parlementaires de l'UDF, le vieux fond misogyne des députés de droite.
Ah ! la femme corrézienne !
Cette étape importante est un premier pas, et pour réussir notre pari, nous devons poursuivre sur la voie que nous nous sommes tracée en changeant notre état d'esprit.
Les échéances de 1998 sont une réelle opportunité.
Car l'accession des femmes aux postes de responsabilité participe de l'image que nous souhaitons donner de notre parti, un parti qui se renouvelle, un parti ouvert, un parti moderne, en prise avec l'ensemble des composantes de la société.

Sylvie Guillaume
Secrétaire nationale aux Femmes

UNE PREMIÈRE DANS LA VIE POLITIQUE FRANÇAISE

165 CIRCONSCRIPTIONS réservées aux femmes

Les journées parlementaires des socialistes

POUR UN PROJET D'AVENIR

Figeac. 24 et 25 septembre. Pages 9 à 11

SOCIAL :
Fracture sociale, accroissement des inégalités, la pauvreté atteint aujourd'hui un Français sur dix. pp. 2-3.

L'INVITÉ :
Universitaire et empêcheur de tourner en rond, le philosophe Dominique Lecourt part en croisade contre l'Encyclique. pp.14-15

CRISE POLITIQUE :
A la question de confiance posée par Juppé à l'Assemblée, 63 % des Français répondent : NON. p.2

MÉDIA :
L'écho des "Mercredis de l'histoire" sur l'assourdissant silence du pape Pie XII lors de la seconde guerre mondiale. p. 14.

ISSN 0995-0583

Fondation Jean-Jaurès

Crise de confiance

On annonçait une rentrée sociale chaude. Pour l'instant, sur fond de revendications tous azimuts, on assiste à une rentrée politique glaciale pour les dirigeants du pays. Malgré la très médiatique rencontre de Brégançon qui devait recadrer et relancer l'action gouvernementale, toutes les décisions, toutes les évaluations de l'activité du gouvernement aboutissent à l'échec et suscitent doute et ironie. Il n'est que de citer le nouveau déficit de la Sécurité sociale, les risques de déflation, la réforme fiscale, la brumeuse réforme du mode de scrutin, sans oublier le faux pas de Toubon face aux propos de Jean-Marie Le Pen. Que dire encore du singulier couple Pasqua-Madelin, et des orateurs de l'UDF qui, à Deauville, ont harcelé l'hôte de Matignon? Dans ce climat de crise de confiance aggravée et de crise politique larvée, l'opinion juge sévèrement le théâtre gouvernemental et sanctionne les acteurs.

Après la courte embellie d'août qui «saluait» l'expulsion des «sans-papiers» de Saint-Bernard, le retour à la norme politique est marqué par une rechute de Jacques Chirac. Les dernières livraisons de l'IFOP et de BVA montrent en effet un recul de popularité de 7 et 6 points et une poussée de mécontentement (+5 et +8 pts). L'impopularité présidentielle se situe à un niveau légèrement inférieur à celui de fin 95. La grogne est surtout forte chez les ouvriers, les sympathisants du PC et du PS et, à un degré moindre bien que très élevé, chez les écologistes et le FN (voir tableau ci-dessous). On retiendra, signe de la montée des périls dans la majorité, qu'un nombre croissant de proches de l'UDF et, à un moindre degré, du RPR, manifestent aussi de la mauvaise humeur.

L'impopularité du Premier ministre qui suit fidèlement celle du Président illustre l'ampleur de la défiance. La réforme fiscale qui devait réduire la fracture sociale a été mal reçue par l'opinion. Une large majorité de nos compatriotes (voir tableau ci-contre) traumatisés par les précédentes ponctions fiscales estiment qu'ils font partie de «ceux qui vont y perdre». Cette annonce de réforme illustre la difficulté d'être et d'agir de ce gouvernement et les incohérences de ses décisions et de sa communication.

Rien d'étonnant si, selon la SOFRES, 67 % des Français répondent qu'«il agit au jour le jour sans bien savoir où il va» contre 27 % pour qui «il sait où il va et poursuit une politique à long terme». En toute hypothèse, à la question de confiance posée par Alain Juppé à l'Assemblée nationale, les sondés par BVA répondent déjà non à 63 %. La crise politique pointe le bout de son nez !

Gérard Le Gall

La popularité de Jacques Chirac

	Satisfaits	Mécontents	NSP
Ensemble	31	55	14
Sympathisants du :			
Parti communiste*	3	93	4
Parti socialiste	10	80	10
Écologistes	21	67	12
UDF	58	30	12
RPR	71	18	11
Front national*	23	66	11

** Ces résultats sont à interpréter avec prudence en raison de la faiblesse des effectifs*

SOURCES : IFOP/LE JDD

Question Avec la réforme fiscale annoncée par le Premier ministre Alain Juppé concernant une baisse des impôts directs de 75 milliards en cinq ans et la réforme de certains prélèvements, (baisse des cotisations maladies, augmentation de la CSG, etc.), estimez-vous que vous faites partie de ceux vont y gagner ou de ceux qui vont y perdre?

	FAIT PARTIE DE CEUX QUI VONT Y GAGNER	FAIT PARTIE DE CEUX QUI VONT Y PERDRE	ÇA NE CHANGE PAS GRAND-CHOSE	SANS OPINION
Total	17	63	12	8
Revenus mensuels du foyer				
Moins de 5000 F	14	66	9	11
De 5000 à 7500 F	20	62	15	3
De 7501 à 10 000 F	14	63	13	10
De 10 001 à 15 000 F	17	69	11	3
De 15 001 à 20 000 F	19	59	12	10
Plus de 20 000 F	25	54	14	7

Le nouveau visage de la pauvreté

Comme nous l'annoncions en avant-première dans nos colonnes la semaine dernière, le gouvernement va diminuer les aides aux chômeurs pour financer la future loi pour «le renforcement de la cohésion sociale». Transmise cette semaine au Conseil économique et social, après avoir été promise par le candidat Chirac pour «réduire la fracture sociale», cette loi risque fort de l'accentuer à un moment où, selon une enquête que vient de publier l'Insee (1), les inégalités recommencent à progresser dans notre pays. Les jeunes cumulent tous les handicaps.

3 300 F par mois pour une personne seule... Après avoir régressé de 10,4 % à 9,6 % de 1984 à 1989, la pauvreté est à nouveau remontée et atteint aujourd'hui 9,9 % de la population. Mais son visage a changé : elle touche de moins en moins les personnes âgées et les agriculteurs, de plus en plus les ouvriers, les employés et les familles mono-parentales. Elle explose chez les jeunes : en dix ans, son taux a doublé parmi les moins de 30 ans, passant de 9,3 % à 18,5 %.

Depuis 1989, le niveau de vie moyen des moins de 25 ans a baissé de plus de 15 %. Est-ce parce qu'ils prolongent en moyenne leurs études plus tard et qu'ils se mettent en ménage plus tôt ? Dans une certaine mesure seulement. On compte effectivement plus de ménages étudiants et, parmi ceux-ci, plus de ménages pauvres. Mais on observe la même tendance, que les jeunes soient étudiants, à la recherche d'un emploi ou salariés. Quand ils s'insèrent dans la vie professionnelle, ce n'est pas seulement plus tard, mais dans

Chômage et niveau de vie

Le niveau de vie des ménages baisse de 40 % en moyenne quand le chef de famille est au chômage.

- **Dans un couple où les deux personnes travaillent, le chômage de l'une ou l'autre abaisse les revenus de 30 %.**
- **Quand le seul membre du couple qui travaille est au chômage, le revenu baisse de 38 %.**
- **Dans les familles mono-parentales et pour les personnes seules, la baisse est de 44 %.**

des conditions plus difficiles, «cahotiques» définit l'Insee, avec des salaires d'embauche plus faibles, au niveau du Smic. Et ils ont une chance sur deux, voire une sur trois, de se sortir de la pauvreté en prenant de l'âge. Les moins de 40 ans ont désormais, en moyenne, un train de vie inférieur aux plus de 50 ans.

La structure des revenus se transforme

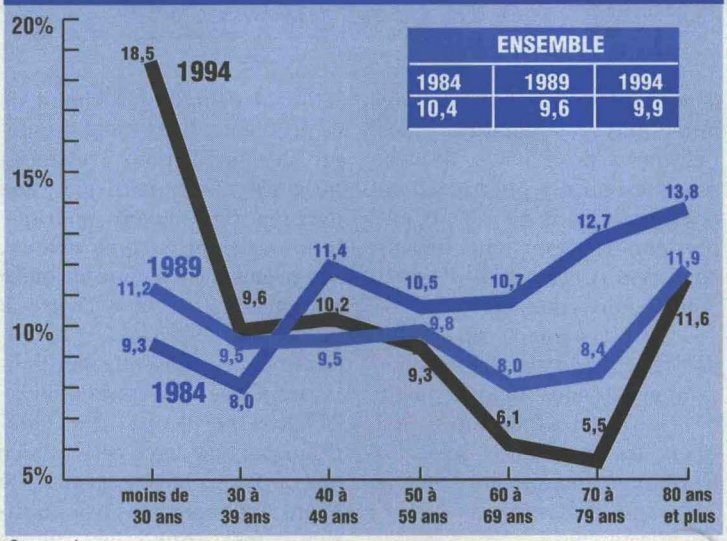
Depuis 1989, le niveau de vie des bas salaires stagne. Il augmente seulement de 0,5 % par an chez les ménages modestes, plus confortablement de 1,5 % pour les ménages moyennement aisés, et de 3 % pour les hauts revenus.

Pour scandaleux qu'il soit, on pressentait déjà ce renversement de tendance parmi les salariés, dû à l'élargissement de l'éventail des salaires. En revanche, on se doutait moins d'une autre évolution que révèle l'enquête de l'Insee : sous l'effet de la crise, la société française bouge en profondeur, et d'une façon encore plus inquiétante, si c'était possible, qu'un simple accroissement des inégalités qui s'est déjà produit dans le passé.

En effet, l'origine des ressources des Français se transforme. Fait sans précédent, la part des revenus directs du travail dans le budget des ménages s'est effondrée, passant de plus de 70 % en 1979 à 58,5 % en 1994. Celle des retraites a augmenté de 13,5 % à près de 20 %, traduisant le vieillissement de la population et la relative aisance financière des personnes du troisième âge. Quant aux revenus du patrimoine et aux placements, leur envolée, de 9 % à 13 %, a largement contribué au renforcement des inégalités.

Parallèlement, se sont développés d'autres types de ressources.

Taux de pauvreté monétaire des ménages selon l'âge (en proportion)



Souces : Insee

Les aides au logement ont plus que doublé depuis 1979. Les revenus liés au chômage ont triplé mais, alors que les indemnités de licenciement prennent de plus en plus d'importance, l'allocation chômage par «bénéficiaire» a plutôt tendance à diminuer. Quant à l'explosion du RMI, elle est connue de tous, on sait moins qu'il n'a même pas maintenu son pouvoir d'achat initial.

Les plus fragiles deviennent donc de plus en plus fragiles. C'est ainsi que le niveau de vie relatif des personnes seules de moins de 60 ans et des familles mono-parentales continue de baisser régulièrement : alors qu'il était comparable à celui des couples sans enfants, l'écart entre eux se creuse depuis 1989.

Sans ces revenus sociaux, note pudiquement l'Insee, «la hausse des inégalités aurait été plus accentuée». On peut dire les choses de manière plus brutale : la France est en train de devenir un pays de rentiers et d'exclus. Mais ces exclus vont se retrouver de plus en plus exclus si le gouvernement maintient ses projets et fait en sorte que certains de ces revenus sociaux deviennent de plus en plus difficiles à obtenir.

Monique Grima

(1) «Revenus et patrimoine des ménages», édition 1996, Synthèses n° 5, août 1996, Insee

Revenus d'activité et sexe

Si l'éventail des revenus d'activité s'est fortement accru pour les hommes de 1984 à 1994, il a en revanche rétréci pour les femmes. Elles travaillent de plus en plus, leur qualification a augmenté et l'écart homme/femme s'est réduit. Au total, le sexe n'explique plus que 11 % des inégalités (18 % il y a dix ans) alors que le diplôme intervient aujourd'hui pour 18 % contre 14 % il y a dix ans. Pourtant l'amélioration des revenus féminins n'a pratiquement pas atténué la hausse des inégalités car les femmes se retrouvent de plus en plus souvent seules à la tête d'un ménage.

Répartition du revenu moyen de 1979 à 1994 (en %)

	1979	1984	1989	1994
Revenus d'activité	70,5	64,5	62,8	58,5
Retraites	13,5	16,7	17,7	19,8
Revenus liés au chômage	1,0	2,0	2,0	2,4
Revenus sociaux autres que retraites et chômage	5,6	5,7	5,5	5,4
Revenus du patrimoine	(9,0)	10,5	11,2	13,0
Versements réguliers d'autres ménages	0,4	0,6	0,8	0,9
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0

champ : ensemble des ménages - Sources : Insee

L'économie sur le dos des pauvres

Le chômage atteint de nouveau le record historique de 12,5 % de la population active, le gouvernement affiche l'emploi comme «priorité absolue, la première de toutes»... et il ne fait progresser les crédits du ministère du Travail que d'un tout petit 3,5 %, alors que l'an dernier il les augmentait de 11,7 %.

Dans ce budget étriqué, l'aide aux entreprises se taille la part du lion par le biais de l'allégement du coût du travail : 42,8 milliards contre 37,2 en 1996. Le 1er octobre, la ristourne dégressive unique sur les salaires jusqu'à 1,33 Smic va entrer dans les faits (1 160F pour un Smic), sans aucune contrepartie demandée aux patrons comme il semblait en être question au printemps dernier.

Parallèlement, l'allocation de solidarité spécifique versée aux chômeurs en fin de droit (ASS) va être remodelée pour en limiter l'accès : pourront toujours y prétendre les chômeurs pouvant justifier de cinq années d'activités sur les dix dernières mais, bientôt, les années de chômage indemnisées ne seront plus prises en compte dans le calcul tandis que l'on va baisser pour les couples le plafond de ressources au-dessous duquel est servie l'allocation. Sur les 501 500 personnes qui percevaient l'ASS en juillet dernier, combien en restera-t-il ? Pas beaucoup, puisque le gouvernement espère économiser ainsi 470 millions, dès 1997, 3 milliards sur plusieurs années.

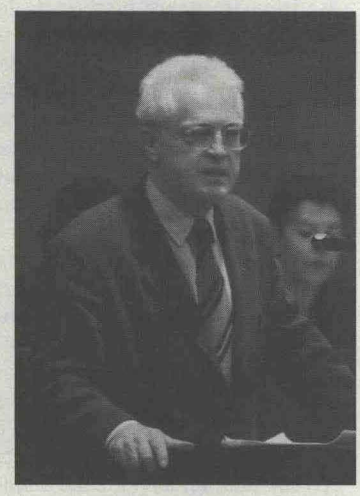
L'«économie sur le dos des pauvres» selon l'expression de l'Apeis, une organisation de chômeurs, passe aussi par la suppression de la prime accordée aux chômeurs créateurs d'entreprise -un quart des créations en 1994-, par la diminution de 160 000 à 100 000 du nombre de stages d'insertion et de formation à l'emploi en les limitant aux chômeurs les plus anciens, sans oublier le coup bas porté au RMI par l'éventuelle instauration de l'obligation alimentaire, etc.

«A quoi rime de présenter une loi de cohésion sociale quand on alimente dans le même temps les conditions de la décohésion sociale» demande la CGT. Réponse : à rien.

Confidentiel

LIONEL JOSPIN

Montrer l'exemple...



Intervention de Lionel Jospin, Premier secrétaire

Ce Conseil national a deux objets : débattre de la situation politique et sociale en cette rentrée afin d'en tirer des conclusions pour notre expression et notre action, et marquer une première étape pour une augmentation forte de la représentation des femmes dans la vie publique de notre pays.

La question de l'immigration

Nous ne devions pas nous dérober aux questions humaines et de fond posées par les "sans papiers" de l'église Saint-Bernard. Face à un gouvernement qui a mal géré et manipulé, nous avons agi collectivement et en harmonie, sur nos propres positions, assez proches de celles du collège des médiateurs, même si nous n'étions pas forcément d'accord sur tous leurs critères. Et comme il peut y avoir d'autres Saint-Bernard, nous appelons à la manifestation du 28 septembre. Le parti y sera présent sur ses propres mots d'ordre.

Ayons pourtant la lucidité de comprendre que le retour au premier plan de la question de l'immigration dans le débat électoral -surtout s'il est manipulé- ne nous serait pas forcément favorable. Le fond de peur et d'hostilité à l'égard de l'immigration subsiste dans notre pays, y compris dans l'électorat de gauche. Il n'est pas question d'y plier nos analyses, mais nous ne devons pas non plus le nier : nous devons comprendre cet état d'esprit pour le faire changer.

Je suis convaincu qu'il faut dire la vérité en matière d'immigration. Il nous faudra partir des chiffres, des faits, mais aussi fixer des normes claires. La législation, notamment les lois Méhaignerie-Pasqua, sera changée et remplacée.

Il faudra, nous le savons bien, mener des politiques fortes dans le domaine économique, social, urbain, éducatif, de la justice, pour espérer amorcer des solutions.

Je veux que notre position soit fondée et sur l'éthique et sur le réalisme, qu'elle soit inspirée par les valeurs de la République et comprise par les Français. C'est le mandat que j'ai fixé à la Commission "immigration".

Quant à ceux, à l'extérieur, qui croient qu'on peut affronter ces problèmes et ceux connexes de l'extrême droite, en étant, dans les exigences, comme Krivine, maximalistes sur le plan sociétal et, comme Balladur, minimalistes sur le terrain de la politique économique et sociale, qu'ils mesurent leur responsabilité dans la confrontation engagée, y compris avec l'extrême droite.

COMBATTRE LE FRONT NATIONAL

Le combat contre l'extrémisme de droite doit être avant tout politique et secondairement judiciaire. Il peut être utile de préciser les termes de la législation existante pour pénaliser davantage des actes, voire des déclarations ouvertement racistes. Et pourquoi ne pas envisager, en cas de condamnation, des inéligibilité et des pénalisations financières ? Pourquoi les groupes qui en bafouent insolemment les principes devraient-ils vivre des fonds de la République ? C'est dans ce sens-là qu'a conclu le Bureau national débattant à chaud de ce problème. Il est exclu d'espérer des juridictions françaises qu'elles n'annulent pas une décision du pouvoir politique interdisant un parti en France, au prétexte que son premier responsable déclare croire à "l'inégalité des races". Imaginez-vous les conséquences politiques d'une telle annulation ?

L'extrême droite d'aujourd'hui partage avec celle d'hier des héritages et des thèmes. Le Front national a ajouté à l'antisémitisme, que les ligues maniaient déjà hier, un thème moderne qu'il croit mobilisateur : celui de la xénophobie anti-immigrée. Mais l'extrême droite d'aujourd'hui n'utilise pas la violence dans la rue. Si ce devait être le cas, je serai le plus déterminé d'entre nous à demander (dans l'opposition), à affirmer (au pouvoir) la force de la loi, c'est-à-dire la loi et la force, la répression fondée sur le droit. En attendant, combattons les idées. D'abord, le racisme. Quelques grands scientifiques se sont clairement exprimés sur ce point, mais n'oublions pas que cette réalité scientifique n'étaient pas établie au XIXe siècle. Certains, s'ils le voulaient, pourraient aisément trouver trace de racisme dans la pensée du XIXe siècle, y compris dans nos rangs ou chez les progressistes et les rationalistes.

Il y a un patrimoine génétique commun à l'ensemble de l'humanité et une singularité génétique de chaque individu qui est différent des autres. Il n'y a pas en revanche de caractère génétique commun à des groupes raciaux qui se transmettrait collectivement à ces caractères.

Le Pen, comme toujours, procède par amalgame. Il part de la diversité des types humains pour conclure à l'inégalité des races. L'inégalité, il faut être clair, suppose des races supérieures et des races inférieures, sans les mêmes droits. C'est là le racisme et c'est là le mensonge. Il faut rappeler aux Français, y compris aux électeurs du FN, que c'est au nom de ces théories qu'ont été perpétrés les crimes contre l'humanité et qu'a flambé l'horreur nazie. Il faut démasquer Le Pen pour ce qu'il est : un raciste, un antisémite, un adversaire de la République -à l'héritage de laquelle il ne se réfère d'ailleurs jamais.

ÉCHEC GOUVERNEMENTAL, NÉCESSITÉ D'UNE ALTERNATIVE

Ce pouvoir qui a tous les pouvoirs semble aujourd'hui comme pétrifié. Le Président est quasi silencieux, sauf quand il s'agit de cajoler les patrons qu'il admonestait hier, et ce, à deux reprises. Il ne donne aucune impulsion ni en Europe où la voix de la France ne s'entend plus, ni face aux Américains puisqu'on réintègre progressivement et sans compensation l'OTAN, ni bien sûr au plan intérieur.

Monsieur Madelin et Monsieur Pasqua se rencontrent pour dire qu'ils n'ont rien en commun et Monsieur Séguin, le président de l'Assemblée nationale, approuve les positions sur l'Europe de notre Président de groupe à l'Assemblée, Laurent Fabius qui s'était exprimé sur ce sujet dans l'esprit de notre Convention sur la mondialisation et l'Europe entrant en contradiction avec le président de la République et le Gouvernement. Pas étonnant dans ce contexte que des bruits circulent sur des réformes de mode de scrutin.

Sur le scrutin législatif, notre position est claire ; votée à l'unanimité pratiquement par nos militants lors de la Convention "Acteurs de la démocratie", elle est la loi du parti.

Si nous acceptons l'idée de l'ajout d'une liste de députés, de quelques dizaines de sièges élus à la proportionnelle, nous combattrons becs et ongles une réforme qui distinguerait les petits départements, ou les départements peu peuplés, et les départements peuplés.

LES FRANÇAIS S'INTERROGENT

Ils sont insatisfaits, déçus ou inquiets. Il faut que nous soyons à leur côté, en restant à notre place d'élus et de militants politiques mais en jouant pleinement notre rôle. J'étais à Dijon jeudi avec les élus de Côte d'Or et notre camarade Pierre Moscovici, en solidarité avec les salariés de la BAP et ceux de l'Epée de Montbéliard.

La question est de savoir si les Français vont se tourner vers nous, pas seulement pour sanctionner le gouvernement.

Comme le montrent les résultats des cantonales, cette question n'est pas tranchée dans leur esprit. Si la résignation l'emporte, cela servira le gouvernement. Si la rancœur domine, cela peut nourrir l'extrémisme de droite. Si la volonté de ne pas accepter ce qui se passe et de changer la situation s'impose, alors oui, les Français se tourneront vers nous. Mais ils ont besoin de savoir ce qu'ils peuvent attendre de nous. Nous devons leur répondre par nos propositions comme par notre comportement dans la lutte politique.

LE PARTI SOCIALISTE CONTINUE SA MARCHE

Après l'avoir évoqué au Bureau national, je vous propose un calendrier pour les décisions qui doivent jalonner notre parcours jusqu'en 1998.

La désignation de nos candidats aux élections législatives et de nos têtes de liste aux élections régionales pourrait avoir lieu en mars ou avril 1997, soit un an avant les élections.

Les listes aux régionales pourraient être composées selon nos règles, statuts et vote !

La tenue de notre congrès ordinaire pourrait se faire à sa date ordinaire, en octobre-novembre 1997, soit trois ans après le Congrès de Liévin.

Il restera à fixer à quel moment et sous quelle forme nous adopterons notre programme, ce contrat que nous proposerons aux Français : au moment du congrès ordinaire en lui donnant alors un caractère un peu extraordinaire, ou à un autre moment ; il ne me semble pas utile de trancher cette question aujourd'hui.

Nous aurons à faire de toute façon une synthèse de toutes nos réflexions pour 1998 et nous en choisirons un peu plus tard la date.

LES FEMMES AVANCENT

Aujourd'hui, nous marquons une première étape dans l'avancée décisive que nous allons opérer en ce qui concerne la représentation des femmes dans les assemblées françaises.

Si nous réalisons l'objectif que nous nous sommes fixé, il ne nous est nullement interdit d'aller plus loin. Nous aurons accompli une véritable première dans la vie politique française. Nous aurons beaucoup plus de candidates et, j'en suis sûr, beaucoup plus d'élues.

LA GAUCHE CHERCHE SON UNITÉ

Depuis un an, un certain nombre de choses ont bougé à gauche. Le Parti radical socialiste a retrouvé une posture plus classique.

Le MDC semble ne plus trop croire "aux républicains de l'autre rive". Les Verts ont clairement marqué leur choix entre la gauche et la droite. Le PC est animé d'un nouvel état d'esprit, plus cordial et plus tourné vers le dialogue.

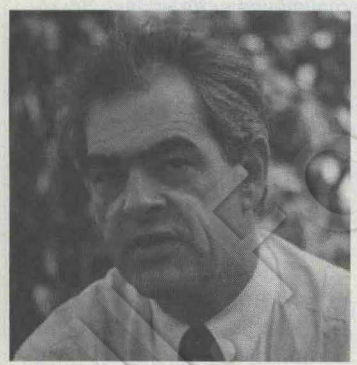
Notre parti est attaché à ses convictions mais ouvert aux discussions et prêt à l'unité.

Nous préparerons sans doute ensemble la prochaine rencontre avec le peuple selon des formes, voire des accords, qui seront différents selon les cas. Si les Français nous faisaient confiance pour gouverner le pays, je n'exclus rien. Nous sommes prêts, là aussi, à rassembler. Je tiens compte de nos partenaires et je pense à notre responsabilité. Quand la direction du PC dit qu'elle ne souhaite pas un programme commun, j'en prends acte.

Nous devons donc veiller à deux exigences : affirmer notre volonté unitaire, respecter nos partenaires, tenir compte de ce qu'ils disent et de ce qu'ils veulent, et veiller toujours à mettre le parti en position centrale, n'être jamais en position de demandeur. Et puis, préparer nos propositions en vue de l'échéance.

HENRI EMMANUELLI

Non pas gérer, mais gouverner



Chargé de préparer la 3e convention

Changer de politique, c'est changer la hiérarchie des priorités dans le cadre de l'économie de marché, réaffirmer la nécessité de réguler socialement cette économie de marché.

Changer la hiérarchie des priorités, c'est donner la priorité absolue à l'emploi, à la croissance et à la justice sociale, alors que les politiques de l'offre n'ont jamais cessé de donner la priorité au capital, à sa rentabilité, à la stabilité monétaire et à des parités élevées, tout comme elles ont toujours donné la priorité à la dérégulation, abusivement assimilée à la concurrence, sur la nécessité de réguler socialement la production et les échanges.

Changer de politique, c'est s'appuyer sur une politique de l'emploi et de redistribution de la richesse pour redynamiser la croissance et l'espérance, au lieu de se servir du chômage comme alibi pour justifier le creusement des inégalités sociales au profit de la rentabilité du capital et au détriment de tous celles et ceux qui vivent de leur travail. C'est libérer le travail des charges sociales et des impôts indus qui pèsent sur lui, redonner du pouvoir d'achat aux salaires et donc à la consommation, réduire le temps de travail, réformer l'impôt, l'école, la ville, etc.

Changer de politique, c'est substituer à une politique de l'offre une politique des besoins, c'est remettre la femme et l'homme à leur juste place, c'est-à-dire devant et non pas derrière, c'est affirmer la primauté de la cohésion et de la justice sociales sur la rentabilité du capital, c'est en quelque sorte, mes chers camarades, redéfinir une politique de gauche.

Quant à la monnaie, il faut que ce moyen destiné à servir soit rétrogradé à la place qui est la sienne, c'est-à-dire celle d'un instrument. Certes, cette Convention sera suivie d'un Congrès, puis peut-être de la définition d'une plate-forme électorale. Tout ne sera pas dit dans cette Convention une fois pour toutes, mais nous savons que beaucoup en dépendra.

Il n'y a pas de bonne stratégie politique qui ne soit cohérente, lisible, claire dans ses choix.

Gouverner c'est choisir et tout choisir c'est ne rien choisir. Tout choisir, ce n'est pas gouverner, c'est gérer ou faire comme si. Or l'état de notre pays et la gravité des problèmes auxquels il est confronté n'accorderont à personne la facilité de gérer là où il faut gouverner.

Il nous appartient de recréer au plus vite une perspective pour notre pays, une espérance pour notre peuple.

Opposants d'aujourd'hui ayant vocation à gouverner demain, nous devons réussir là où la droite échoue, sous peine de voir l'extrême droite se poser en recours, à coup sûr pour le pire.

Voilà, mes chers camarades, ce que je voulais dire sur cette Convention qui n'en est qu'à ses débuts.

Les débats
EXTRAITS

DANIEL VAILLANT S.N. AUX ÉLECTIONS

Place des femmes, les moyens de notre ambition



Avant de vous rappeler les critères qui régissent la méthode que nous entendons suivre, je tiens à vous dire que les propositions que je vous présente ont été acceptées par le Bureau national du 18 septembre par un vote à l'unanimité.

La commission s'est attachée, dans un premier temps, à déterminer quantativement les candidatures féminines dans chaque département puis à déterminer les circonscriptions pour lesquelles des réserves devaient être proposées. Dans un certain nombre de départements, la commission n'a pu arrêter de choix définitif et propose de laisser les fédérations choisir entre différentes hypothèses alternatives.

Des contacts réguliers ont été pris avec les fédérations pour confronter les premières propositions aux réalités politiques départementales pour pouvoir ainsi les affiner, au fur et à mesure. Ces dernières sont la base d'une consultation des fédérations qui sont invitées à faire part de leurs remarques. Le Premier secrétaire fédéral organisera la concertation au sein de la fédération, à l'issue de laquelle le Conseil fédéral donnera son avis.

Toutefois, le nombre de circonscriptions réservées à des femmes, après examen des fédérations, ne pourra pas être inférieur à celui proposé par la Commission, de même qu'il ne pourra être inférieur en nombre de circonscriptions où les résultats antérieurs permettent d'espérer un succès.

La commission tient à rappeler que l'acte de candidature à la désignation dans les circonscriptions réservées aux femmes est exclusivement réservé à des femmes. Le vote des militants s'appliquant ensuite pour départager des candidates ou voter pour une seule candidate.

Dans les autres circonscriptions, c'est-à-dire toutes celles qui n'auront pas été réservées, les candidatures s'inscrivent dans le cadre ordinaire de la procédure de désignation. Les candidatures pourront être masculines ou féminines.

Ces propositions ne tiennent pas compte, dans l'immédiat, des accords futurs susceptibles d'être engagés dans le cadre de notre stratégie de rassemblement avec nos partenaires de gauche. Le Parti socialiste posera comme priorité dans les négociations avec ses partenaires, et j'y veillerai, la nécessité de poursuivre la dynamique engagée pour renforcer la représentation des femmes dans la vie politique.

En conclusion de cette présentation, je tiens à rappeler que le dialogue avec les fédérations doit se poursuivre dans le respect impératif des objectifs que nous nous sommes fixés tous ensemble et je demande au Conseil national de confirmer ce mandat.

Résultat du vote : adopté à l'unanimité moins 2 contre et 8 abstentions

SYLVIE GUILLAUME S.N. AUX FEMMES

Un grand pas vers



Près de 165 propositions de réservation pour des femmes existent à l'heure actuelle. Nous somme conformes, du point de vue des strictes données, au minimum que nous nous étions fixé. D'ores et déjà, c'est une première dans l'histoire de notre parti. Les dispositions que nous prenons forgent l'une des clefs des succès électoraux à venir.

Quelles sont donc maintenant les conditions propres à transformer l'essai ?

D'abord, au risque de paraître vouloir le beurre et l'argent du beurre, réussir notre pari, c'est lever ce léger goût d'insatisfaction des 30 %, sans plus, de réservations dans la métropole.

Ce chiffre risque de subir la déferlante des fausses-bonnes raisons. Les moyens de décourager les femmes de se présenter sont nombreux et l'on rétorque "Je veux bien Sylvie..., mais je n'ai pas de femme dans ma fédération !", on démontre par l'absurde que seul tel homme peut être candidat parce qu'hormis lui, point de salut, jusqu'à arguer que les femmes ne sont pas en mesure de mener une campagne. Ces sempiternels arguments, nous les avons trop entendus. Nous savons qu'ils sont faux : 30 % des adhérents du PS sont des adhérentes -certes inégalement réparties sur le territoire ; les femmes ont les mêmes capacités que les hommes pour être candidates, et elles sont même, figurez-vous, susceptibles de gagner des sièges !

Réussir notre pari, c'est respecter des règles que nous nous sommes fixées et poursuivre la recherche de circonscriptions pour des femmes, ce qui est valable quel que soit le nombre de

YVETTE ROUDY

Il faut lever une ambiguïté et savoir si, quand on parle de 30 % candidates, il s'agit de 30 % de circonscriptions où il y a quelques chances d'être élu ? Là-dessus, il y a une excellente phrase de Jaurès : "L'égalité des droits est un leurre tant qu'il n'y a pas égalité de chances..."

Si l'on veut vraiment améliorer les choses, je vous indiquerai quelques pistes : il existe encore des circonscriptions où ceux qui ont été élus en 1988 ne se sont pas représentés en 1993, on peut encore réserver ces circonscriptions. Il y aussi tous ceux qui sont devenus sénateurs, parlementaires européens... Je ne pense pas qu'ils aient envie de cumuler... ou alors, c'est contraire à nos principes ! De ce côté-là aussi, il y a quelque chose à "gratter" ! Et puis j'ai trouvé très malicieuse cette espèce de générosité consistant à donner des circonscriptions aux femmes contre les ténors de la majorité ! Il y a des gens qui sont vraiment comblés... M. Balladur aura une femme socialiste, MM. Séguin, Jean-Louis Debré, Baudis... Enfin, on nous dit qu'on va témoigner. Combien de fois ne m'a-t-on pas dit : "Il faut que quelqu'un aille témoigner et porte haut le drapeau socialiste !", jusqu'au jour où l'on s'est dit : " Celle-là, elle n'est pas capable de se faire élire". Evidemment quand vous témoignez trop longtemps et que vous ne faites que cela, vous n'êtes jamais élue ! Ce que je recommanderai, c'est le partage. Je demande la parité pour les grands témoignages qui iront devant les ténors de la majorité !

la parité

sièges dans les départements. Les propositions faites aujourd'hui sont une base. Déjà, certaines évoluent. Vers le haut ! Et je m'en félicite.

La nature de la circonscription est à regarder de près. Nous nous mettrions en échec en considérant une fois de plus que les femmes peuvent être candidates certes, mais surtout dans les circonscriptions réputées non-gagnables ou bien encore systématiquement contre les ministres en place. Les socialistes masculins peuvent aussi se battre contre les représentants d'une majorité vacillante. C'est pourquoi je réfute que seules les femmes aient vocation à se frotter à pareils calibres, ce qui, nous n'en doutons pas, peut toutefois asseoir une notoriété !

Les conditions du succès, c'est ne pas négliger les suppléances, d'autant qu'elles peuvent mettre en piste des femmes auxquelles on reproche souvent de n'être pas assez connues. Une campagne menée par une suppléante contribue à faire émerger plus nettement la possibilité d'atteindre l'objectif de parité dans de meilleurs délais.

Réussir notre pari, c'est, enfin, changer notre état d'esprit particulier et collectif. Les différents scrutins de 1998 sont une réelle opportunité pour que les socialistes soient élus nombreux. En clair, c'est l'occasion qui nous est donnée de faire reculer le cumul des mandats, dans la durée et dans le nombre. Notre image de parti politique qui évolue et se renouvelle passe aussi par l'accession des femmes -et j'y ajouterai, des jeunes- aux postes à responsabilités.

JEAN-PIERRE BEL S.N. AUX FÉDÉRATIONS

Discutons !

Je profite de l'occasion pour m'adresser aux Premiers secrétaires fédéraux. Les objectifs qui vous ont été fixés quant à la réservation pour des candidates vont parfois vous poser des problèmes. Personne ne peut nier cette réalité. Quoi qu'il en soit, je vous demande de ne pas réagir de manière trop abrupte ou définitive. La méthode que nous avons mise en marche laisse la place à la discussion et au travail en commun...Lors de la prochaine réunion des Premiers secrétaires fédéraux, le 19 octobre, nous ferons le point sur ce sujet mais il est important que vous, Premiers secrétaires de fédération, vous vous appropriez l'ambition que nous venons d'afficher parce qu'elle doit être, même si c'est encore modeste, la fierté des socialistes.

VÉRONIQUE NEIERTZ

C'est la première fois que, dix-huit mois avant les législatives, on se donne les moyens de traiter d'un sujet aussi difficile. Je veux témoigner d'abord de l'assiduité des membres de la commission. Je veux aussi témoigner de la volonté de résultat car il ne suffit pas d'avoir 30 % de candidates... Il faudra avoir des élues.

Et alors là, je suis beaucoup plus réservée sur les chances d'atteindre un objectif qui dépend de la nature des circonscriptions réservées... Pour cela, je pense que nous devrions également respecter la parité sur les listes régionales. C'est beaucoup plus facile puisqu'il s'agit d'un scrutin à la proportionnelle, et cela compléterait notre volonté d'aboutir à un résultat pour les scrutins uninominal et législatif.

Les débats
EXTRAITS

JEAN POPEREN

Lutter à l'échelle de l'Europe

Pour nous, principale formation politique de la gauche, et de loin, force dont dépend la fameuse alternance qui doit être un vrai changement, comment faire pour donner l'impulsion et pas seulement chez nous ? Je voudrais bien que cette dimension ne soit pas abandonnée, ou alors ce n'est pas la peine de tenir une Convention au début de l'année sur l'Europe et la mondialisation. Du côté allemand, cela bouge. Je ne veux pas exagérer l'importance de l'événement mais tout de même, nous n'avions pas vu de telles manifestations en Allemagne depuis une vingtaine d'années. La rupture, l'opposition vigoureuse à la politique de Kohl, ce sont des conditions comparables, parallèles avec ce qui se passe chez nous tout comme l'état d'esprit des gens, leurs interrogations et leur volonté de ne pas se laisser faire ni subir, mais comment faire ?

Les exigences de l'intégration

Faisons revivre l'opposition gauche-droite. Voilà une ligne de partage qui doit être nette. Mais à condition que nous ne finassions pas avec l'objectif de l'intégration. Des rapports nouveaux commencent à s'établir entre ceux qui sont arrivés migrants de diverses générations et ceux qui étaient là. Cela ne peut être que lent et c'est là notre difficulté parce que les événements se précipitent. Mais c'est la ligne qu'il nous faut suivre. Je vous soumets un exemple. Dans l'un des quartiers les plus durs de ma ville, Meyzieux, des éléments intégristes islamiques du nord-Isère ont fait en sorte que toute une colonie vienne s'installer dans ce quartier dit de l'Espérance, avec la complicité de l'association Notre-Dame des Sans Abris. Cette dernière, qui a la responsabilité de l'attribution des logements dans ce quartier, a répondu «cela ne vous regarde pas» à mon adjoint qui leur disait : «mais écoutez, faites attention, là vous êtes en train de faire basculer la situation de ce quartier». Nous, on est bon pour payer, c'est connu, la municipalité paye et Notre-Dame des Sans Abris décide. Si nous laissons faire, là où nous espérions enregistrer des résultats comme nous l'avons fait dans d'autres quartiers, quant à l'intégration, nous aurons le ghetto, le contraire de l'intégration.

Je crois qu'il n'y a pas de désaccord entre nous, il faut d'une part continuer à mettre les moyens en œuvre pour réussir l'intégration, mais dans le même temps, être très clair sur les exigences que cela suppose, y compris dans le dialogue que nous avons avec ces forces. Nous allons poser ce problème, dès les prochains jours, avec ceux qui sont nos interlocuteurs habituels parmi ces migrants, pour qu'ils nous aident à faire face à cette tentative délibérée, manifestement politique.

Là, vous voyez la solidarité (en d'autres temps, on aurait dit objective) entre ces éléments ultra-islamistes et le Front national. Je n'ai pas besoin de vous dire que si cette opération devait réussir, dans les quartiers où déjà on dépasse les 30 %, on dépasserait les 35 ou 40 %.

Les débats
EXTRAITS

CLAUDE EVIN

Une mise en cause choquante du RMI

On nous avait annoncé la réduction de la fracture sociale, voilà que le gouvernement veut remettre en cause le Revenu minimum d'insertion. Le ballon d'essai, lancé il y a quelques jours, n'est pas fortuit et son apparente «mise au placard» devant les protestations des associations de lutte contre l'exclusion ne doit pas faire illusion.

Après les déclarations d'Eric Raoult, il y a quelques mois, sur ceux qui s'installaient dans la culture du RMI, la droite fait peser une réelle menace de remise en cause de ce droit en réintroduisant les mécanismes d'obligation alimentaire.

D'abord, cette mise en cause du RMI est d'autant plus choquante que son annonce coïncide avec la présentation de la loi de finances qui favorise les revenus les plus élevés en même temps qu'elle atténue le caractère progressif de notre système fiscal.

Ensuite, elle n'est pas fortuite car il ne faut pas s'étonner que le gouvernement mène cette politique-là : c'est une bonne vieille politique de droite, injuste quant aux choix présentés et incapable de préparer l'avenir.

JEAN-LUC MÉLENCHON

Le drapeau de l'unité

Lorsqu'on affirme que tout notre Parti est unitaire, partisan du rassemblement de toute la gauche et, comme l'a dit Lionel, qu'on n'exclut rien, cela signifie que l'on peut penser à tout, y compris à la présence dans un gouvernement de ministres communistes et écologistes.

La question de l'union se pose comme une question fondamentale qui a souvent des aspects très théoriques mais dont les applications pratiques sont considérables et propres au mouvement socialiste en France, compte tenu des spécificités, de la séparation entre partis et syndicats, des divisions syndicales, et puis parce qu'il y a le Parti communiste, le Parti socialiste, d'autres forces ajoutées, si bien qu'on ne peut penser à un avenir pour la gauche qu'en posant, en même temps, la question de l'unité.

L'unité, ce n'est pas simplement un accord électoral entre les deux tours. On a pu croire longtemps que ce n'était que cela parce que nous étions oublieux de la bataille menée par le nouveau Parti socialiste d'Epinay et par Mitterrand pendant des années, parce qu'il incarnait lui-même cette unité à cause de 1965, de 1974. Ne l'oublions pas, c'est parce qu'il y avait eu toute cette bataille unitaire que cette espèce de point de passage obligé pour le Parti socialiste s'est imposé à de nombreuses reprises. Au cas général, l'unité est une question qui est posée en permanence. Au cas particulier, c'est-à-dire dans la situation que nous vivons aujourd'hui, elle est posée comme une urgence qui ne se réduit pas à la qualité de nos dialogues dans les rencontres croisées que nous multiplions depuis un an.

Je pense que nous devons réclamer l'union, réclamer ce n'est pas quémander, c'est prendre le peuple de gauche à témoin que dans l'urgence de la situation nous avons besoin de l'unité, non pas huit jours avant l'élection, mais un an, comme un drapeau, comme une alternative si nous voulons battre les autres et procéder aux réformes profondes dont nous avons besoin pour apurer les bases sociales du Front national. Il faudra la mobilisation populaire, et cet accord politique non seulement a une capacité d'entraînement politique mais d'entraînement social, car les plus grandes luttes sociales, s'il n'y a pas de débouché politique, ne débouchent sur rien.

JEAN-MARIE LE GUEN

Enfants en danger audiovisuel

Je voudrais parler de la politique en direction des jeunes. Nous allons nous battre demain pour donner la priorité à l'éducation et, pendant ce temps-là, nous savons que tous les jeunes vivent dans un environnement très largement dominé par la culture télévisuelle. Ils vont passer plus de temps à la télévision qu'à l'école et qu'avons-nous fait ? Nous, pas simplement en tant que force politique mais comme adultes responsables ? Aujourd'hui l'essentiel de l'environnement culturel de notre jeunesse dépend d'un certain nombre de diffuseurs de télévision privés ou publics, d'éditeurs de programmes qui eux-mêmes sont financés par une seule source : la publicité. L'ensemble se fait sans que nous n'ayons aucun contrôle social, aucune volonté éducative, aucune action en direction du contexte dans lequel s'éduque notre jeunesse. Il faut dénoncer ici le privilège des publicitaires ou bien la logique de TF1, d'Antenne 2 ou FR3 en la matière, dire que nous devons avoir la force politique d'imposer un contenu pédagogique, de faire en sorte que les enfants ne soient pas soumis au stimulis marchands de la publicité.

VINCENT PEILLON

Dissocier FN et immigration

La complexité du problème sur le Front national, c'est que nous ne nous pliions pas en permanence à l'amalgame Front national - immigration. Il y a quelques années, et ce n'est pas nouveau sur le phénomène du Front national, c'était déjà le Premier secrétaire actuel qui avait défini une ligne qui est toujours assez bonne, on devrait y penser plus souvent en ce moment, qui est que pour lutter contre le Front national il faut éviter d'aller sur un certain nombre de terrains et rappeler qu'il existe une politique économique, sociale, et qu'il faut faire un travail de pédagogie sur ce plan-là.

S'il y a eu confusion chez nous, depuis quelques semaines, c'est parce que l'on n'a pas été assez vigilants, il va falloir l'être quand on traite du Front national et ne pas immédiatement et sûrement parler de l'immigration, ce n'est un service à rendre à personne, si ce n'est au Front national !

Les journées parlementaires se sont tenues à Figeac, les 23 et 24 septembre. Députés, sénateurs et parlementaires européens ont débattu des projets du gouvernement et commencé à élaborer nos propositions. Lionel Jospin a conclu leurs travaux. *Extraits de leur interventions.*

LAURENT FABIUS PRÉSIDENT DU GROUPE SOCIALISTE À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Un projet d'avenir



Nous sommes réunis pour ces journées parlementaires à Figeac, je veux d'abord bien sûr remercier notre hôte. Figeac est célèbre à de nombreux titres et en particulier parce qu'elle a donné naissance à Champollion et que son maire est Martin Malvy.

Ne pouvant remercier Champollion, excusé, je remercierai Martin de sa gentillesse constante, de sa disponibilité, de son accueil.

C'est notre quatrième rentrée parlementaire avec une majorité de droite. Cela signifie deux choses. D'abord qu'il n'est plus possible pour cette majorité de se réfugier derrière je ne sais quel manque de temps pour expliquer, voire excuser, sa contre-performance. Ensuite, que l'année prochaine, à moins que les élections ne soient anticipées, verra la dernière rentrée parlementaire de la législature, la dernière ligne droite en quelque sorte. Nous sommes donc à un moment où l'on peut tracer des bilans et où l'on doit déjà préparer les échéances. Je résumerai notre état d'esprit en disant que nos groupes sont résolument offensifs.

Comment pourrait-il en être autrement ? La situation du pays est calamiteuse. Elle l'est d'abord en matière d'emploi. 3 200 000 chômeurs, près d'un million de titulaires du RMI, une précarisation générale qui touche maintenant toutes les couches sociales, ce qui n'était pas le cas il y a seulement quelques années.

En matière financière et sociale, les choses ne se présentent pas mieux. Record absolu des déficits et annonce de déficits nouveaux et abyssaux notamment pour ce qui est de la Sécurité sociale.

J'ai encore dans l'oreille le discours, plébicité par les sénateurs et les députés de droite, du Premier ministre actuel, présentant son plan de sécurité sociale où il affirmait : en 1996, ce sera au maximum 17 milliards de déficit ; en 1997, ce sera un excédent. Tout cela est dépassé. Selon les derniers chiffres, 50 milliards pour chacune de ces deux années, c'est-à-dire que là où le Premier ministre actuel disait qu'il rétablirait les équilibres, ce sont 100 milliards de déficit supplémentaire.

Le raisonnement doit se poursuivre. Le gouvernement nous dit : oui, mais c'est faute de recettes. Mais si les recettes ne sont pas au rendez-vous c'est parce que la croissance n'y est pas, les rémunérations salariales non plus en raison d'une politique économique désastreuse, qui, ponctionnant le pouvoir d'achat, pesant sur tous les éléments de la croissance, interdit des rentrées de ressources. Et donc le gouvernement ne peut se targuer de ses propres fautes pour expliquer les erreurs et les difficultés qui rendent les Français de plus en plus sceptiques sur d'éventuels redressements.

Devant cette situation qui se traduit par des analyses d'opinion très mauvaises, on comprend que les Français soient moroses. Comment ne pas ressentir une certaine désespérance devant un gouvernement dont on a le sentiment que la devise est : «qu'importe les résultats économiques et sociaux, l'orchestre du Titanic gouvernemental continuera de jouer».

Le gouvernement ne résoud pas les problèmes mais il veut gagner les élections. Alors, comment s'y prend-il ? Par toute une série de manipulations.

Manipulation des chiffres, c'est un trait quasiment constant. Je sais bien, quand on parle de budget, que les gouvernements ne sont pas toujours très vertueux et que niche ici ou là telles ou telles astuces de présentation comptable. Mais là on travaille à une autre échelle. Et les Français d'ailleurs, c'est rassurant en un certain sens, ne s'y trompent pas. On leur a dit 25 milliards en moins d'impôts sur le revenu venant après 120 milliards de prélèvements. Les 25 milliards à l'examen deviennent vite 11 et lorsque l'on regarde les mesures qui ont été annoncées hier, ces 11 deviennent zéro.

Manipulation de la même façon en ce qui concerne le déficit et les dépenses. On nous annonce que le déficit budgétaire a été réduit mais tout le monde observe une razzia de l'ordre de 60 milliards sur les retraites de France-Télécom et sur les ressources de la Caisse des Dépôts. On nous annonce que les dépenses n'entameront pas la dynamique de croissance de l'économie française mais, lorsque nous regardons par exemple le budget du logement, c'est une catastrophe que nous vivrons chacun dans nos communes.

Lorsqu'on regarde le budget de l'Education nationale, je pense qu'il n'est pas contesté que c'est le plus mauvais budget depuis la Libération ; lorsque l'on regarde même, et pourtant ce n'est pas la propagande qui fait défaut, le budget de la Culture au moment où on va- à juste titre- célébrer André Malraux, les crédits qui y sont réservés reculent d'un peu plus d'un tiers et tout à l'avenant.

Manipulation des chiffres, manipulation du système électoral. A ce propos j'ai le sentiment, que si l'on propose de changer le mode de scrutin des députés, c'est sans doute qu'on en espère un bénéfice électoral du côté de la majorité. Donc je pense que si nous étions appelés à discuter de ces projets, il faudrait rappeler simultanément les choix qui sont les nôtres en matière de modification du scrutin régional et sénatorial. Parce qu'après tout si l'on modifie un élément on peut se pencher aussi sur les autres.

Pour que nous oubliions ces manipulations, on nous annonce un débat entre les néo-populistes, les archéo-technocrates, les extra-libéraux de la majorité en vue d'aboutir à une politique de rechange. Tout cela n'est que billevesées. Au Sénat, à l'Assemblée nationale, les députés et les sénateurs de droite votent tous sans exception tous les projets gouvernementaux depuis trois ans et demi. De même que les Français sont convaincus -et ils ont raison- qu'il faut aujourd'hui un changement de politique, de même il faut que nous les convainquions qu'il n'y aura pas de changement de politique sans changement de majorité politique, car l'alternance politique au sein de la majorité de droite n'aurait aucune traduction en terme de politique tout

Fondation Jaurès

court. Voilà l'enjeu qui est celui des prochains mois. Si l'on veut un changement de politique économique et sociale, il faut un changement de majorité politique.

Dans cette perspective, qu'est ce qu'on attend de nous ? D'abord, il me semble, que nous formulions une critique à la fois responsable et sans concessions. Et les occasions n'ont pas manqué et ne manqueront pas.

En matière européenne par exemple, les résultats de la conférence des ministres de Dublin ne sont pas de nature à nous rassurer. Nous sommes ici, et depuis longtemps, partisans de plus d'Europe, nous sommes partisans bien sûr d'une monnaie européenne, mais dès lors qu'on sait de quoi il s'agit : d'une monnaie pour le développement, une monnaie pour l'emploi. On parle d'un pacte de stabilité budgétaire ; c'est très bien la stabilité budgétaire mais elle doit s'accompagner du développement de la croissance, sinon il n'y a pas de stabilité budgétaire autrement qu'en récession. On nous parle, et c'est encore le ministre français, d'un futur comité informel nous dit-on, de stabilité. Croit-on qu'un comité informel de stabilité pourra faire le poids par rapport à un gouverneur qui ne sera pas lui informel de Banque centrale européenne .

Bref, il faut une politique économique et sociale européenne forte au service de la croissance.

Mais derrière nos propositions, il est évident que ce qu'il faudra faire toucher du doigt à nos concitoyens, c'est qu'il y a deux logiques qui sont à l'œuvre. Ils le pressentent mais parfois il est difficile de le formuler. Il y a la logique du gouvernement, celle que j'appellerai une logique du toujours moins, moins de salaire, moins de retraite, moins de logements sociaux, moins de professeurs, moins d'infirmières avec comme conséquence de tout cela, plus d'emplois ? Cela ne fonctionne pas.

Et il y a une autre logique qui est la nôtre, qui est une logique de croissance, d'emploi et de justice sociale qui se fonde sur un soutien raisonnable de la demande, sur un certain nombre de réformes de structures, sur une redistribution, sur la prise en compte d'une autre façon des problèmes du travail, en particulier de la réduction de la durée du travail, bref une approche qui met en son centre la question de l'emploi et ne la considère pas comme un solde.

Je veux maintenant revenir sur la décision prise par le Premier ministre de solliciter ce qui par antiphrase probablement s'appelle la confiance de la part de sa majorité. Des groupes qui la composent, il obtiendra à coup sûr un vote formel qui ira dans le sens de ses souhaits. Ce vote de confiance comportera trois paradoxes qui pour, toute personne, devrait frapper. Le premier c'est que le Premier ministre actuel demande à sa majorité la confiance précisément parce qu'il n'en éprouve pas la moindre à son égard. Le deuxième paradoxe c'est que la majorité va voter la confiance qu'il lui demande, alors qu'elle n'en a plus en lui. Et le troisième qui n'est pas le moindre, c'est que la représentation nationale dira finalement majoritairement oui à ce gouvernement alors que la nation massivement est en train de lui dire non. Notre position sera plus simple. Le Premier ministre nous demande si nous avons confiance en sa politique ? Au vu des résultats de celle-ci comme au vu de ses projets qui sont fort dangereux, il est évident que nous n'avons pas confiance dans ce gouvernement. Nous lui répondrons donc non et nous tracerons à cette occasion quelques-unes des directions que devrait prendre une politique différente.

CLAUDE ESTIER

Mettons en commun notre travail



Président du groupe socialiste au Sénat.

Nous allons avoir à l'Assemblée nationale et au Sénat, non seulement à discuter de la loi de finances mais aussi de plusieurs textes sociaux, à commencer par la loi de financement de la Sécurité sociale qui sera pour nous l'occasion de souligner à nouveau l'inefficacité du plan Juppé qui laisser subsister un déficit au moins triple de celui annoncé par le Premier ministre en octobre dernier. Ce n'est d'ailleurs là qu'un aspect de la série d'échecs enregistrés par le gouvernement dans les domaines les plus divers et qui valent à Alain Juppé, comme au président de la République lui-même, les cotes les plus basses jamais enregistrées après seulement un peu plus d'un an d'exercice du pouvoir. Pour ne prendre que des exemples récents, quelle incohérence en effet dans la gestion gouvernementale de l'affaire des sans-papiers. Les derniers épisodes de cette affaire se sont déroulés dans le 18e arrondissement de Paris et les élus du 18e que nous sommes, Daniel Vaillant et moi-même, ont pu voir les choses de près. En laissant pourrir la situation pendant cinq mois, pour intervenir finalement avec la brutalité que l'on sait, le gouvernement n'a réglé aucun problème. Quelques personnes ont été réexpédiées par charter dans des conditions plus que douteuses. D'autres ont été régularisées, ce qui aurait pu être fait beaucoup plus tôt, tandis que la majorité est retournée à une clandestinité dont ils souhaitaient précisément sortir. Le bilan n'est pas glorieux et il en restera les images diffusées par toutes les télévisions du monde, d'une porte d'église défoncée à coup de hache.

Le deuxième exemple que je voudrais prendre est celui de la prétendue baisse des impôts annoncée à grands coups de tambour par le Premier ministre. On s'est vite aperçu que les 25 milliards soi-disant donnés d'un côté étaient repris de l'autre par le relèvement de plusieurs taxes et par la hausse annoncée des impôts locaux.

Enfin, face au problème du Front national, je veux simplement souligner que si le rassemblement des républicains a permis de battre deux candidats du FN dimanche dernier, les provocations racistes de Le Pen n'ont pas empêché près de 46 % des électeurs de Toulon de voter pour son candidat. Je ne sais pas s'il faut aggraver les lois antiracistes mais je crois en tout cas, comme Lionel Jospin, que le nécessaire combat contre l'extrême droite est d'abord politique avant d'être judiciaire. Nous devons être à cet égard encore plus vigilants et combatifs que nous ne l'avons été dans le passé.

Je voudrais terminer en exprimant un souhait : celui que nos groupes travaillent davantage ensemble. Nous traitons des mêmes textes, le plus souvent d'abord à l'Assemblée, parfois aussi au Sénat. En dépit de nos bonnes relations, il arrive trop souvent que nous travaillions chacun de notre côté, ce qui entraîne des pertes de temps et nuit à l'homogénéité de nos positions. J'aimerais par exemple que nous ayons chaque fois qu'il est possible des groupes de travail communs.

Dans la période qui vient, et dont je rappelais au début qu'elle sera décisive pour l'échéance de 1998, il me paraît essentiel que face à la droite de plus en plus mal à l'aise, il n'y ait aucune faille entre députés, sénateurs et députés européens socialistes et entre l'ensemble des parlementaires et le parti lui-même.

ELISABETH GUIGOU

Il faut une rupture



Présidente du groupe socialiste au Parlement européen

Les inégalités s'accroissent. L'écart grandit entre ceux qui tirent parti du système et ceux qui en souffrent, alors même que la richesse globale continue d'augmenter. C'est vrai en France comme en Europe ou dans le monde.

La mondialisation, qui pourrait être une chance de développer une plus grande solidarité entre les peuples, prend le détestable visage d'une jungle où domine la loi du plus fort. En France, les gouvernements Balladur et Juppé ont aggravé les inégalités : la hausse des impôts sur la consommation et les cotisations sociales a été massive, et a plus frappé les personnes aux revenus modestes, alors que les allégements d'impôt sur le revenu avantagent les plus hauts revenus. Tous les dispositifs d'aide aux plus fragiles sont remis en cause : les aides aux chômeurs créateurs d'entreprises ont été divisées par trois en 1996 ; les crédits des missions locales ont été rognés ainsi que ceux alloués aux contrats emploi-solidarité ; le développement des contrats consolidés est freiné ; le programme PAQUE pour les jeunes les plus en difficulté a été supprimé dès 1994 ; l'allocation de rentrée scolaire est réduite cette année de 33 % ; le gouvernement a l'intention de durcir les conditions d'attribution du RMI pour une économie escomptée, à la fois indécente et dérisoire.

La cohésion sociale est menacée dans ses bases : les droits au travail, au logement, à la santé, à la sécurité, à plus forte raison, à la culture et à la formation ne sont plus garantis pour un très grand nombre de personnes. Même ceux qui ont un travail et un logement se sentent menacés par la montée de la précarité. Personne ne peut avoir l'espoir que demain sera meilleur qu'aujourd'hui, pour soi-même ou pour ses enfants.

La solidarité entre générations disparaît : les jeunes sont rejetés par le monde du travail, les travailleurs âgés aussi et les personnes âgées dépendantes n'ont pas les moyens de leur autonomie et de leur dignité. Pour beaucoup l'assistance est devenue la condition de leur existence.

L'écart entre les territoires se creusent : entre les territoires ruraux, entre les villes riches et pauvres, entre celles-ci et leurs banlieues. La France est découpée en zones toujours plus nombreuses, plus complexes, au point de devenir illisibles. Le «zonage» organise des ghettos et contrarie toute solidarité territoriale. La superposition des compétences des collectivités locales fait que toutes s'occupent de tout et ne pèsent sur rien. L'insécurité croissante provoque des réflexes de peur, de repli sur soi, le corporatisme. L'intolérance grandit, surtout vis à vis des immigrés, Français d'origine étrangère, ou étrangers présents en France. La citoyenneté, ciment de la cohésion sociale, ne trouve plus à s'organiser.

Les conquêtes sociales sont menacées. Les remèdes d'hier sont inopérants. Il faut une rupture : ne plus considérer le social comme une charge mais comme un investissement ; montrer que la cohésion sociale et la solidarité territoriale sont une condition de la réussite économique ; mettre le social, et d'abord l'emploi, au cœur des politiques publiques et restaurer celles-ci à tous les niveaux où elles peuvent être mises en œuvre : local, national, européen.

Conclusion de Lionel Jospin

Dans son intervention, Lionel Jospin a estimé que «la constatation qui s'impose est celle de l'échec» du gouvernement d'Alain Juppé. Après avoir affirmé, à propos de la Sécurité sociale, que «le plan Juppé connaît un échec comptable et même politique» et qu'«une poursuite de la dérive du déficit pourrait entraîner l'idée d'une privatisation de la part de la droite», il a insisté sur la dérive de la politique européenne du gouvernement.

Plusieurs événements se sont produits ces dernières semaines, le dernier étant la réunion à Dublin du Conseil des ministres de l'Économie et des Finances, qui ajoutés les uns aux autres caractérisent une dérive très grave de la politique -ou de l'absence de politique, mais alors c'est la politique des autres qui s'impose- européenne de la France.

Les conditions dans lesquelles se préparent les prochains rendez-vous européens et celui de la monnaie unique me paraissent fort préoccupantes, pour les intérêts de la France, comme pour une certaine conception de l'Europe. Je fais les constats qui s'imposent :

- un projet d'union monétaire, une monnaie européenne incomplète, qui semble exclure l'Italie et l'Espagne et qui donc, géographiquement et culturellement, n'exprime pas vraiment la vision française d'un certain équilibre de l'Europe, mais qui, aussi, pose des problèmes de compétition des monnaies, à cause de la largeur des marges de fluctuation. On ne comprend pas d'ailleurs comment des ministres de l'Économie et des Finances peuvent renégocier un traité ;
- un pacte de stabilité, est en retrait par rapport aux exigences premières de nos amis allemands et sur le caractère contraignant duquel on discute mais qui, là encore, porte une empreinte qui n'est pas la nôtre ;
- le risque d'un euro surévalué par rapport au dollar ;
- pas de gouvernement économique, qui nous paraît comme un contre-point nécessaire à la création d'une Banque européenne. Le "Conseil de stabilité" à peine défendu par le gouvernement n'a pas été retenu ;
- pas de réformes en profondeur des institutions dans la CIG ;
- accélération improvisée de l'élargissement : discours de Jacques Chirac sur l'entrée de la Pologne avant l'an 2000 ;
- réduction des ressources du budget communautaire (agriculture, fonds structurels, Lomé) ;
- abandon de toute relance européenne : les dernières velléités de grands travaux sont abandonnées ;

Si j'ajoute la réintégration progressive de la France dans l'OTAN, au mépris d'une approche européenne, je constate une série d'évolutions très négatives. Ce ne sont pas nos conceptions qui s'imposent en Europe, peut-être parce que ce gouvernement n'ayant pas de vision de l'Europe, c'est la vision d'autres qui s'impose à nous.

Je vois mal où est l'intérêt de la France dans ce processus.

Je vois mal en quoi cette conception de l'Europe s'inspire de la vision historique, non pas seulement des socialistes, mais même de la France.

Je suis favorable à la monnaie unique.

Alors, je le dis clairement à l'attention du gouvernement :

Vous engagez le pays dans une direction qui n'est pas la bonne. Les socialistes apprécieront librement, le moment venu, le point où l'on en sera en matière européenne (et notamment pour la monnaie unique) pour arrêter leur position.

Si nous venons aux responsabilités nous reprendrons ces questions, autour d'un vrai projet européen.

AGENDA DU PREMIER SECRÉTAIRE

Mercredi 25 septembre :
■ **Intervention lors des Journées parlementaires à Figeac.**

Vendredi 27 septembre :
■ **Toulouse : remise de médaille aux vieux militants socialistes à la Fédération.**

Samedi 28 septembre :
■ **"36 a 60 ans". Toulouse-Carcassonne-Narbonne en train.**
■ **Meeting au Palais du Travail de Narbonne.**

Lundi 30 septembre :
■ **Toulouse : session du Conseil général.**

AGENDA

Jeudi 26 septembre :
● **Adeline Hazan réunit la commission "Immigration-Intégration".**

Jeudi 26 au samedi 28 septembre :
● **Ahmed Ghayet participe à des rencontres avec les jeunes des cités et à des débats publics sur le thème de l'intégration à Nîmes, Alès, Beaucaire.**

Vendredi 27 septembre :
● **Jean Glavany participe au Conseil fédéral élargi des Pyrénées-Atlantiques, à Orthez.**
● **Daniel Vaillant assiste au Conseil fédéral de Gironde et au banquet républicain de Pessac (33).**

Samedi 28 septembre :
● **Réunion du comité régional Entreprises Ile-de-France.**
● **Réunion du comité régional Entreprises Aquitaine à Bordeaux.**
● **Réunion du comité régional Entreprises Franche-Comté à Audicourt, à l'ancienne mairie.**
● **Stage Formation Région Nord/Pas-de-Calais.**

Lundi 30 septembre :
● **Journée d'action et de grève dans les établissements scolaires à l'appel de la FSU, FEN SGEN-CFDT, FAEN, FERC-CGT et de la FCPE.**
● **Réunion de la Commission Toxicomanie, à Solférino.**

Lundi 30 septembre au vendredi 4 octobre :
● **Conférence du Labour Party, à Blackpool, au Royaume-Uni.**

SECRÉTARIAT NATIONAL AUX AFFAIRES SOCIALES

Le plan Juppé est un échec

Le 15 novembre 1995, les 480 députés RPR et UDF applaudissaient debout le Premier ministre alors qu'il annonçait péremptoirement la réduction du déficit de la Sécurité sociale, à moins de 17 milliards en 1996, et l'équilibre en 1997. Les résultats délivrés par la Commission des comptes de la Sécurité sociale, faisant état de 52 milliards de déficit en 1996 et de 47 l'an prochain, montrent la vanité de ces propos de tribune.

Il faut bien le reconnaître aujourd'hui, le plan Juppé est un échec.

Échec car, injuste, il a généré dès le mois de décembre dernier la révolte des acteurs sociaux.

Échec car il a lourdement contribué à ralentir l'activité économique au point de créer des tendances déflationnistes.

Échec car il se traduit par un déficit supplémentaire de 100 milliards de francs en deux ans.

Le Parti socialiste avait, dès le départ, jugé le dispositif injuste, et émis des doutes sur son efficacité.

Ce n'est pas le énième plan de redressement fondé sur l'augmentation de quelques recettes de poche supplémentaires qui pourra sérieusement régler la question.

Une autre politique économique de soutien de la demande et de la croissance aurait le mérite de mieux combattre le chômage et, en augmentant les recettes de l'État et de la Sécurité sociale, de réduire les déficits. Une politique de santé, fondée sur des priorités claires -prévention, égalité d'accès pour tous à des soins de qualité-, et sur des moyens plus efficaces de maîtrise de dépenses s'impose.

Elisabeth Guigou
24 septembre 1996

LE SECTEUR ENTREPRISES MOBILISE

En même temps que la tenue d'un séminaire le 5 octobre à Évry, le secteur Entreprises tiendra 22 réunions régionales, et réunira ses 22 GSE nationaux d'ici la fin de l'année.

Nouvelles réunions prévues :

■ **COLLECTIF RÉGIONAL MIDI-PYRÉNÉES**
11 octobre de 19h à 21h.
Animé par Michel Raffet.
Siège de la Fédération : 2 bis rue Lejeune 31000 Toulouse

■ **COLLECTIF RÉGIONAL LORRAINE**
12 octobre de 9h30 à 13h.
Animé par Marie-Jo Descamps-Kieffer.
(le lieu reste à préciser)

■ **COLLECTIF RÉGIONAL POITOU-CHARENTE**
12 octobre de 15h à 18h
Animé par Michel Raffet.
Caserne Duguesclin, Salle n°8. 79000 Niort

■ **COLLECTIF RÉGIONAL NORD-PAS-DE-CALAIS**
12 octobre de 14h30 à 16h.
Animé par Émile Ysard.
Siège de la Fédération : 12 rue Lydéric 59000 Lille

■ **COLLECTIF RÉGIONAL RHÔNE-ALPES**
12 octobre de 9h à 13h
Animé par Didier Hoeltgen.
Siège de la Fédération : 65 Cours de la Liberté 69003 Lyon.

STAGE RÉGIONAL FORMATION

Samedi 12 octobre
Franche-Comté, à Besançon
Pour les départements 25 - 39 - 70 - 90
Animé par Alain Bergounioux, Secrétaire national à la Formation et Jean-Christophe Cambadélis, Secrétaire national aux Relations extérieures.
THÈME : «LUTTER CONTRE LE FRONT NATIONAL».
Inscriptions avant le 7 octobre, à la Fédération du Doubs (Tél. : 81 32 31 69).

Vendredi - 10, rue de Solferino - 75333 Paris Cedex 07 - Tél. : 45 56 78 61 - Fax : 45 51 47 05 - Télex : 200 174 Pour obtenir vos correspondants, composez d'abord le 45.56
Directeur de la Publication : Jean Glavany • Directeur délégué de la Publication : Marc-Antoine Jamet • Responsable de la Rédaction : Monique Bartholomeus (77.92) • économie : Monique Grima (78.70) • Photos : Pascal Lebrun • Maquette : Christine Lovinger • Pascale Lecomte (78.92) • Edition : Eric Malerbes • Rédacteur : Victor Robert • Publicité : Franck Accart (79 03) • J.J. Gastebois (78.09) • Secrétariat : Odile Fée (78.61) • Comptabilité : Michelle Boucher (79-04) • Abonnements : Sabine Sebah (78-57) • Photogravure : Dawant - Paris • Impression : PGE - (94) Saint-Mandé • Routage : Ouest-routage - (60) Le Meux • N° commission paritaire : 10.889 – "Vendredi" est édité par les Nouvelles Editions de l'An 2 000. Ce numéro a été tiré à 113 000 exemplaires.

La ville de

Neuilly-sur-Marne

Seine-Saint-Denis
32 000 habitants

recrute

COUPLE LOGÉ : OUVRIER D'ENTRETIEN D'UNE ÉCOLE. ET EMPLOYÉE DE CUISINE.

Les candidatures doivent être adressées à :
Monsieur
le Sénateur-Maire
Hôtel de ville -
1 Place F. Mitterrand
93330
NEUILLY-SUR-MARNE

● ● ● ● ● ● ●

recrute
par voie de mutation ou de détachement, ou inscription sur liste d'aptitude pour son établissement d'accueil et d'hébergement pour personnes âgées :

2 INFIRMIERS TITULAIRES DU DIPLÔME D'ÉTAT

4 AUXILIAIRES DE SOINS TITULAIRES DU CERTIFICAT D'APTITUDE AUX FONCTIONS D'AIDE-SOIGNANT.

Adresser lettre de motivation, CV, photo à :
Monsieur
le Sénateur-Maire
Hôtel de ville - BP40
93331
NEUILLY-SUR-MARNE CEDEX

Ville d'Orthez

Pyrénées-Atlantiques
10 800 habitants

recrute d'urgence par voie de mutation

Rédacteur territorial (h/f)

pour le Service Financier

Missions :
- **Comptabilité M 12 - M 49 - M 14 (janvier 1997) ;**
- **Gestion de la trésorerie et de la dette ;**
- **Préparation des budgets.**

Profil :
- **Expérience indispensable dans un poste similaire ;**
- **Formation M 14.**

Rémunération statutaire + régime indemnitaire.

Poste à pourvoir au 16 octobre 1996.

Adresser lettre de candidature manuscrite + CV + photo, avant le 30 septembre 1996 à :
M. le Maire, BP 119
64301 ORTHEZ CEDEX
Tél. : 59 69 00 83.

VILLE DE
GOURIN
MORBIHAN - 4 906 HABITANTS

Nombreux équipements et services, collèges, lycées... (à 45 mn de Quimper et à 40 mn de Lorient), commune expérimentant la M14.
Recrute d'urgence

Secrétaire Général (attaché)

Missions :
Collaborateur direct du Maire ● Préparation et mise en œuvre des projets municipaux ● Coordination des services ● Elaboration et suivi des budgets de la commune et annexes, CCAS (50 MF) ● Gestion du personnel + CCAS (65 agents).

Profil :
Goût pour le travail en équipe et sens de l'organisation et de l'encadrement ● Expérience confirmée dans la gestion des collectivités locales ● Goût pour les fonctions de généraliste avec très bonne maîtrise des finances locales ● Formation et expérience vivement souhaitées en comptabilité M14 et M49 ● Qualités rédactionnelles ● Pratique des logiciels de base en informatique (notamment Word et Excel).

Conditions :
Rémunération statutaire + NBI + IFTS + prime de fin d'année. Possibilité de logement.
Poste à pourvoir rapidement.
Adresser lettre manuscrite + CV + photo et copie des titres et diplômes à :
Monsieur le Maire Robert Ulliac
Hôtel de ville - 56110 GOURIN

La ville de Lannion

Côtes-d'Armor

recrute par mutation ou inscrit sur liste d'aptitude pour son Service des Finances

UN RÉDACTEUR

Missions :
◆ Préparation et suivi du budget Ville et des budgets annexes ◆ Gestion de la trésorerie et de la dette ◆ Réalisation d'analyses financières ◆ Suivi des dossiers de TVA.

Profil :
◆ Connaissances des finances publiques, de l'instruction M14 et de la maîtrise de la comptabilité M4 (SPIC) ◆ Connaissances sur la fiscalité locale ◆ Connaissances de l'outil informatique appliqué à la bureautique et aux finances ◆ Esprit d'équipe souhaité.

Poste à pourvoir rapidement.
Date limite du dépôt :
le 20 octobre 1996.

Lettre de candidature et CV à adresser à : M. le Maire
Service du Personnel
Hôtel de Ville, 22300 LANNION

La ville de
Templemars

3 500 hab - Banlieue sud de Lille
recrute par voie de mutation ou de détachement

Technicien Territorial

chargé de la Direction du Service technique sous l'autorité du Secrétaire Général

Missions :
Encadrement du personnel ;
Maintenance du patrimoine bâti (20 bâtiments) ;
Gestion de l'entretien des espaces verts et du domaine public ;
Gestion du réseau d'éclairage public ;
Suivi des consommations (eau, gaz, électricité) ;
Gestion du budget et des moyens matériels du service ;
Suivi des chantiers municipaux ;
Relations avec les services techniques de la Communauté urbaine.

Profil :
Une solide expérience dans un service comparable ;
Une aptitude à l'encadrement ;
Un esprit d'initiative :
Un sens du travail en équipe.
Rémunération statutaire + régime indemnitaire + prime fin d'année.

POSTE À POURVOIR IMMÉDIATEMENT
Adresser candidature manuscrite + CV + photo à : **Monsieur le Maire, Hôtel de ville, 101 rue Jules Guesde, 59175 TEMPLEMARS**

Ville de Lormont

22 000 HAB - BANLIEUE BORDELAISE
RECRUTE UN :

Rédacteur territorial ou Adjoint administratif expérimenté

Missions :
Rattaché au cabinet du Maire, agent chargé de la préparation de notes de synthèse sur des dossiers à caractère général ;
La préparation d'interventions et de courriers, la recherche de documentation thématique, revues de presse.

Profil :
Bonne culture générale, qualités rédactionnelles, esprit de synthèse, sens du travail en équipe, maîtrise de l'outil informatique. Motivation forte pour un travail de cabinet.

POSTE À POURVOIR AU 1ER JANVIER 1997

Adresser lettre de motivation + CV à :
Monsieur le Maire de Lormont
Hôtel de ville
33306 LORMONT CEDEX.

Ville de Lognes

14 000 habitants - Marne-la-Vallée - RER A

RECRUTE D'URGENCE

SON RESPONSABLE DU SERVICE COMPTABILITÉ-FINANCES
La ville de Lognes est site pilote M14 depuis deux ans.

RÉDACTEUR H/F STATUTAIRE PAR VOIE DE MUTATION
Au sein du Département Vie Économique et Financier, ce rédacteur confirmé aura pour :

MISSIONS :
L'élaboration et l'exécution du budget communal et des documents annexes. Suivi de la comptabilité. Gestion et analyse financières et prévisions. Suivi de la trésorerie et des emprunts. Suivi de la fiscalité locale. Gérer un service de 5 agents.

PROFIL :
Connaissances approfondies de la M14.
Expérience exigée dans un service Finances-Comptabilité. Pratique de l'outil informatique (Excel-Word).Connaissances de l'informatique mini-système (Unix) et réseau. Sens du travail en équipe et aptitude à diriger. Sens des relations avec les partenaires (Trésorerie, Préfecture...).
Méthodique, rigoureux et disponible.

pour le Service Urbanisme et la Gestion administrative des services techniques.

RÉDACTEUR H/F STATUTAIRE PAR VOIE DE MUTATION
Poste à pourvoir immédiatement.
Sous l'autorité du Directeur des services techniques, ce rédacteur aura pour :

MISSIONS :
Suivi du Plan d'Occupation des Sols et des autorisations d'urbanisme. Préparation et suivi de la Commission Urbanisme/Environnement. Suivi des Affaires Foncières. Préparation et suivi de la Commission communale des impôts directs. Préparation et suivi des dossiers techniques et d'urbanisme présentés en bureau municipal et en conseil municipal. Suivi administratif des ST (courrier, délibération, compte-rendu...).

PROFIL :
Bonnes connaissances et pratiques du droit de l'urbanisme. Expérience territoriale exigée et aptitude à la polyvalence. Qualités rédactionnelles et pratique de l'outil informatique (Word-Excel). Connaissances de la M14 et des marchés publics.

Les avantages liés à la rémunération statutaire sont :
Régime Indemnitaire, Prime d'été et 13e mois.
Les candidatures (lettre de motivation, CV et photo) sont à adresser avant le 16 octobre 1996 à : Monsieur le Maire -
11 Esplanade des Droits de l'Homme - 77185 LOGNES



Dominique Lecourt attaque l'Encyclique

Faut-il avoir peur des scientifiques ? Que penser de l'Encyclique accusant les médecins d'une véritable «conspiration contre la vie» à propos de la procréation ? Le philosophe Dominique Lecourt, professeur à Paris VII, répond.

Votre dernier livre, «Prométhée, Faust, Frankenstein. Fondements imaginaires de l'Ethique» (1), veut-il dénoncer les apprentis sorciers de la science ?

Non, au contraire il dénonce la façon dont on pose la question du pouvoir de la science aujourd'hui. Je crois que depuis Hiroshima, et surtout depuis la montée en puissance du génie génétique, on a une tendance à identifier le «Mal radical» à l'intervention de la science sur le milieu humain. Et à présenter l'éthique comme le moyen de conjurer ce mal. Mais en s'engageant dans cette voie de la vieille légende de l'apprenti sorcier, on tente de transformer un problème politique en un problème métaphysique. C'est-à-dire qu'on évite de poser les véritables questions. On vient de le voir à nouveau avec l'affaire de la vache folle, où l'on s'est emparé de l'idée qu'on troublait l'ordre de la nature en rendant carnivores des animaux herbivores ! En réalité, ce n'est pas un problème métaphysique, c'est un problème de logique industrielle et de loi du profit dans l'agro-alimentaire.

Les premiers à s'emparer de cette fuite métaphysique, ce sont les théologiens et les puissances religieuses, parce qu'elles ont des réponses à ces questions. C'est pourquoi j'ai commencé dans ce livre par une attaque frontale contre l'Encyclique du pape Jean-Paul II, où l'on voit la médecine désignée comme porteuse d'une culture de mort. Jamais un pape n'aurait pu écrire cela il y a 10 ans. Tout a été rendu possible par la tendance de nos sociétés à accuser la science, pour éviter d'analyser un certain nombre de phénomènes relevant d'une logique économique et politique.

L'Encyclique porte plus spécialement sur la procréation...

C'est vrai, ce qui est au centre, c'est la procréation. Mais, au-delà, la médecine est attaquée comme «une conspiration contre la vie». Si la procréation est au centre, c'est qu'il y va de la doctrine de l'église catholique et le Pape est là pour la rappeler. Derrière la procréation, il y a la question de la famille, et derrière, la question de la sexualité et du plaisir. Et de sa maîtrise par l'institution. Et donc de la prise que l'Eglise peut avoir sur les individus. Ce jeu-là était un peu abandonné depuis Vatican II, comme en témoigne la disparition de la confession qui permettait d'avoir barre sur les sujets, en mettant en garde contre les «concupiscences». Ce n'était donc pas facile pour le Pape que d'abandonner la partie, mais il est allé un peu loin en s'attaquant directement au corps médical.

En définitive, faut-il avoir peur des scientifiques ?

Il n'y a pas à avoir peur des scientifiques, il faut avoir peur de ceux qui se servent de la science afin d'augmenter leur propre pouvoir. D'ailleurs plutôt que d'avoir peur de ces derniers, il faut les désigner et les combattre. Il y a des batailles à mener. Les scientifiques ne sont pas des adversaires de la liberté. Ils peuvent, pour certains, s'enrôler dans des combats contre la liberté. Comme d'autres, mais pas plus que d'autres. Le problème, c'est que le scientifique, quand il a un certain type de connaissances, a aussi la capacité d'accorder aux puissances auxquelles il s'allie un pouvoir sans commune mesure avec celui des pays qui n'ont pas ces connaissances. Mais il ne faut pas confondre la bataille politique et l'avancée de la science. Un grand chimiste qui se reconvertit dans la recherche de nouvelles drogues pour faire du profit, cela ne condamne pas la chimie. Cela ne condamne pas les chimistes. Cela condamne celui qui s'est vendu et celui-ci devra être combattu. Quant à la pollution mondiale, c'est la pauvreté qui amène des populations du tiers monde à faire des gestes qu'on considère en Occident comme irresponsables. Au Brésil, on crève de faim et même si c'est regrettable du point de vue de la couche d'ozone, on pratique la déforestation. Ce n'est pas un problème écologique, c'est un problème économique et politique : si l'on accule toute une population à n'avoir d'autre solution que de détruire son environnement, elle le fait, mais pas de gaieté de cœur.

Les grands changements politiques de cette fin du 20e siècle ont-ils modifié la philosophie ?

Le socialisme réel s'est effondré en 1989, c'est trop proche pour qu'on puisse juger d'un effet sur la philosophie en général. Le

Sur l'«inexplicable» silence de Pie XII

Comment ne pas voir dans la dernière émission des «Mercredis de l'Histoire» que vient de diffuser Arte : «le Pape, les juifs et les nazis», une sorte de contrepoids à la «papamania» de la semaine passée... Le Pape, c'est Pie XII et son silence coupable sur l'Holocauste. Une face de la papauté qu'elle aimerait faire oublier. Mais les faits sont tenaces, alignés dans cette enquête accablante du documentariste Jonathan Lewis. «Silence inexplicable», dit-on.

Pas tant que cela si l'on examine son passé : Eugenio Pacelli, attiré par l'Allemagne, avait été nonce en Bavière et à Berlin de 1917 à 1930. La montée du nazisme, il était trop intelligent pour ne pas l'avoir suivie et en avoir mesuré les dangers. Quand ce fervent anticommuniste est nommé secrétaire d'État de Pie XII, c'est lui qui concocte et fait signer le Concordat avec Hitler en 1933. Il a pas mal d'amis dans le nouveau régime. En 1939, il devient Pie XII. «Il ignorait tout des déportations, des exterminations» a longtemps été la thèse vaticane. Elle ne tient plus. Il n'y avait pas plus informé que ce pape sur les atrocités nazies : par ses émissaires, par les diplomates, les organisations juives, les prêtres polonais, tchèques ou hollandais. Cependant même les pressions internationales n'ont pu le faire sortir de son «incompréhensible» et obstiné mutisme. Spectateur impassible du génocide, le chef spirituel de l'Occident en feu n'a pas condamné le nazisme alors que tout le monde attendait sa voix.

Explications : la grande peur au Vatican depuis 1917 c'était le communisme, et Hitler était le rempart idéal contre lui, donc on le laissait agir. Ensuite, Pie XII voulait ne pas exposer les catholiques européens par une intervention anti-nazie. Il y avait enfin (ce que l'on ne peut lui reprocher personnellement) cet antisémitisme rampant de la hiérarchie catholique qui priait encore avec le «perfidis judéis». A ne pas oublier non plus, la «filière vaticane» dont profitèrent des nazis en 1945.

Et voilà pourquoi Sa Sainteté fut muette, mais il est vrai qu'elle n'était ni Jean XXIII, ni Jean-Paul II.

Jean Vermorel

changement, peut-être, c'est qu'il n'y a plus cette guerre de tranchée où il fallait choisir son camp : on était marxiste ou on ne l'était pas. Ce partage, qui était catastrophique car il bloquait la pensée des deux côtés, n'est plus praticable. Bien sûr, certains y ont perdu toute possibilité de parler ou d'écrire, d'autres ont fait de la lamentation sur cette décomposition le thème de leurs écrits. Pour moi, cela va enfin permettre de revenir aux questions importantes que l'on se posait au 18e siècle : qu'est ce que la politique ? Quel est le fondement des systèmes normatifs ? Qu'est-ce que la démocratie ? Pourquoi a-t-on abandonné l'expression d'économie politique pour parler des sciences économiques ? Tout un ensemble de questions radicales de la philosophie qu'on avait oubliées.

Propos recueillis par Claude Polak
Ed. Synthélabo. 158 p., 84 F.

"Fargo"
des frères Coen.

Tourné dans leur Minnesota natal et enneigé, avec de superbes paysages bleus et blancs, le dernier film des frères Coen est inspiré de l"histoire vraie d'un faux kidnapping. Le pauvre Jerry, vendeur de voitures maladroit qui a épousé la fille de son patron, croule sous les dettes. Il fait donc appel à deux voyous pour enlever sa femme et obtenir une rançon de son beau-père. Mais l'affaire tourne mal et sombre dans le bain de sang. L'horreur absolue. Un polar à la Hitchcock, mais une œuvre plus classique que "Miller's crossing" ou "Barton Fink". L'interprétation de W. H. Macy (Jerry) et de Steve Buscemi (en truand pourri) est remarquable. Mais ce qui vaut le déplacement, c'est surtout la performance de l'épouse de Joel Coen, Frances MacDormand, dans ce rôle de chef de la police locale, pince sans rire et enceinte jusqu'aux yeux. L'enquête qui lui est confiée est sa première affaire criminelle mais grâce à son obstination... Prix de la mise en scène à Cannes, cette année. **C. P.**

Le mot des lecteurs

Laïcité passive

Vendredi, je te lis, et nulle part je n'ai trouvé d'appel à manifester le 22 septembre pour la laïcité, la séparation de l'Église et de l'État. Militante socialiste, femme, jeune au chômage, je suis surprise, voire attristée de constater que cette manifestation n'a même pas été mentionnée, alors que les tenants de l'ordre moral, du retour vers le passé, les apologistes de la féodalité obtiennent l'argent de l'État (de mes impôts) pour venir cracher à la face de la République (dont c'est l'anniversaire, comme par hasard, le 22 septembre). C'est pourquoi, Vendredi, je te dis ma déception, le doute, voire la méfiance que suscitent ta passivité. Sache que je ne suis pas seule à être ainsi déçue. De qui tiens-tu ton nom ? De Defoe? Lis-le. Peut-être alors un jour réagiras-tu .

M.H. Grignard
60-Chantilly

Communication brouillée

Dans le n° 293, j'ai lu «Le parti en ordre de marche». On nous parle de moyens d'information modernes (Internet, etc.). Nous avons déjà du mal à recevoir des réponses à nos demandes et encore plus à faire venir des personnalités de la rue de Solférino. Ne pensez-vous pas que les prochaines victoires viendront de la base du PS qui se sent de plus en plus éloignée de la direction nationale ? Etant dans une ville touchée par les restructurations dans les arsenaux, nos élus du PS se battent depuis trois mois. Quelle est la position du National ?

J'espère que ce n'est pas un parti en ordre de «marche arrière».

Dominique Pinel
50 -Tourlaville

Un pique-nique papal

Merci d'avoir publié dans le dernier numéro de vendredi ma lettre sur la défense de la laïcité. (...) Entre-temps, j'ai entendu les propos de Lionel Jospin sur ce thème et je voulais lui dire que sa position et la façon dont il l'exprime me conviennent tout à fait. Au lendemain de ces quatre jours mémorables (!), il serait bon de comptabiliser le temps d'antenne de radio et de TV, car on peut dire que les images n'ont pas manqué d'être présentes sous toutes les formes et plus particulièrement sur FR2. Encore une fois merci à notre service public auquel il conviendrait de demander un droit de réponse au moins égal en temps de parole (les débats politiques sont faits de la sorte), minutage à partager entre les défenseurs de la laïcité, et qui remettrait les pendules à l'heure car les rares interventions nous concernant avaient plutôt tendance à nous montrer comme des sectaires de bas niveau et sans scrupules. Encore un point sur lequel il faudrait être dès à présent très vigilant : j'ai cru comprendre que le Pape nous donnait rendez-vous l'année prochaine à Paris. Et il me semble qu'il s'agit du rassemblement mondial de la jeunesse ? Quelle jeunesse, catholique ? J'espère que vos interventions sur ce thème nous donneront très rapidement la marche à suivre pour ne pas faire annuellement, aux frais du contribuable et au mépris de nos lois, un pique-nique papal sur nos plus belles places.

Et dernier point qui n'a pas été assez souligné, l'immense foule de Reims était quand même composée de Belges, d'Allemands (et j'en oublie), minimisant la participation française pourtant visible avec, entre autres, ces bannières vendéennes haut levées !

Michel Lebon
45-Mezières-les-Cler

Vendredi

UN AN 280 F

Pour recevoir votre journal, retournez ce bulletin au service lecteurs de "Vendredi" 10 rue de Solferino, 75333 Paris cedex 7. Chèques à l'ordre des "Editions de l'an 2 000". Pour les abonnements, merci de joindre votre bande-adresse.

Dom-Tom/CEE : 400 F
Autres pays : 600 F - Institutions : 500 F
Abonnement : 280 F

❒ Mme ❒ Mlle ❒ M.

Nom .....Prénom.....

Adresse.....

Ville..... Code postal.....

Signature :

Appel du Parti socialiste à manifester pour les "sans-papiers"



Le gouvernement Juppé laisse littéralement pourrir le mouvement des "sans-papiers". D'une part, il entretient la confusion dans l'opinion et pratique l'amalgame "sans-papiers" et immigrés clandestins. D'autre part, il joue la division, refusant ou régularisant des hommes et des femmes dans la même situation juridique.
Le mouvement des "sans-papiers", né au mois de mars, n'a rien perdu de sa vigueur aujourd'hui. Nombreux sont ceux qui nourrissent, à juste titre, l'espoir d'être régularisés. Il s'agit là de personnes privées de papiers dont la situation juridique, personnelle ou familiale s'est trouvée déstabilisée par les lois Pasqua-Méhaignerie. De nouveaux collectifs voient le jour alors que les revendications des premiers n'ont toujours pas abouti. Les syndicats CGT, CFDT, FEN, FSU viennent de lancer un appel à agir avec eux.

Les socialistes manifesteront le samedi 28 septembre à 15 H à Paris, place de la République pour dire :

NON à l'arbitraire

OUI à une régularisation sur des critères clairs, objectifs et transparents.

OUI à un moratoire des expulsions pour les personnes concernées tant que le mécanisme de régularisation ou de non-régularisation n'est pas arrivé à son terme.

Juppé, Toubon, Debré doivent reculer. Il est urgent que soit trouvée une issue positive dans l'intérêt des familles, de la cohésion sociale comme pour l'image de la France.

Le Parti socialiste se prononce pour une nouvelle législation à substituer aux lois Pasqua-Méhaignerie, avec pour principes directeurs

- le rétablissement du droit du sol tel qu'il existait avant 1993 ;
- l'application des règles européennes du regroupement familial ;
- le respect des conventions internationales ;
- la lutte contre le travail clandestin ;
- la lutte contre les réseaux d'immigration clandestine ;
- le renforcement de la coopération Nord-Sud.

Pour préparer l'avenir, rejoignez le Parti socialiste

295

Nom et prénom : .....

Adresse : ..... **Code postal :** .....

☐ **Je souhaite prendre contact avec les socialistes** ☐ **je désire adhérer au Parti socialiste**

☐ **Je verse** ..... **francs pour soutenir l'action du PS***

À renvoyer au Parti socialiste, 10, rue de Solferino 75333 Paris Cedex 07 (*chèque à l'ordre de AFPS)

Fondation Jean Jaurès